

Sécurité de la vieillesse—Loi

Le député de Vancouver Quadra (M. Clarke) dit appuyer le programme des 6 et 5 p. 100, mais il ne pense pas qu'il devrait toucher certains groupes de la société. Pourtant, tout le succès du programme découle du fait qu'il touche tous ceux qui reçoivent leur chèque de paie du gouvernement fédéral et tous ceux qui reçoivent une pension ou des allocations fédérales quelconques à moins que leur revenu ne les situe en-dessous du seuil de la pauvreté. C'est la raison psychologique qui explique le succès que le programme a eu jusqu'ici.

Quand le programme a été présenté dans le budget de juin, je me suis demandé comment il serait accueilli par les Canadiens. Je me rappelle très bien, comme vous vous le rappelez certainement vous-même, monsieur le Président, la façon dont les partis de l'opposition ont ridiculisé et rejeté le programme après le 28 juin 1982 et la façon dont les premiers ministres provinciaux l'ont à leur tour ridiculisé et rejeté lors de leur réunion à Halifax environ un mois plus tard. Après seulement quelques mois, certains députés d'en face, comme le député de Vancouver-Quadra, ont dû reconnaître que le programme avait du bon. Un sondage Gallup indique que les deux tiers des Canadiens trouvent que c'est un excellent programme et environ le même pourcentage de syndiqués reconnaissent qu'il est nécessaire.

Je parlais au député d'Egmont (M. Henderson) à l'heure du déjeuner aujourd'hui et il m'a dit que, selon un sondage de la Chambre de commerce de Summerside, dans l'Île-du-Prince-Édouard, 90 p. 100 des gens sont d'accord avec le programme des 6 et 5 p. 100. Les propriétaires des petites et des grandes entreprises accueillent le programme avec enthousiasme. Certains des hommes d'affaires qui ont le plus d'influence au Canada appuient activement le programme parce qu'ils considèrent que c'est la seule chose que nous puissions faire pour que notre économie redevienne concurrentielle.

C'est d'ailleurs essentiel de le faire. Notre taux d'inflation ne peut pas être le double du taux aux États-Unis. Nous sommes une nation commerciale; toute notre économie dépend de notre compétitivité sur les marchés étrangers. Si nous ne pouvons pas faire baisser notre taux d'inflation pour qu'il se rapproche de celui des États-Unis, nous ne pourrions pas livrer concurrence aux autres pays. Nos fabricants ne pourront pas produire, nous ne pourrions pas créer de nouveaux emplois et nous ne pourrions pas favoriser de nouveaux investissements. Les députés de l'opposition les plus raisonnables et réalistes s'en rendent compte.

Certains disent que même si le principe du programme est bon, il ne devrait pas toucher tel ou tel groupe. Ils disent toujours qu'il devrait plutôt toucher un autre groupe que celui dont ils parlent à ce moment-là.

Comme l'a dit le député de Thunder Bay-Nipigon (M. Masters), aucun parti n'acceptera de présenter une mesure qui peut lui faire du tort, surtout un parti qui a été au pouvoir pendant la plus grande partie des 50 dernières années, à moins d'être convaincu d'avoir de bonnes raisons de le faire.

• (1440)

Je parlerai dans quelques instants de ce que nous avons fait au fil des années pour les personnes âgées. Mais en ce qui concerne particulièrement le projet de loi sur les allocations familiales, le bill C-132, de même que le bill C-133, à moins que

nous n'assujettissions tous ces groupes à la règle des 6 et 5 p. 100, sous réserve d'une modification mineure au bill C-133 à cause des cotisations, la portée du programme s'en trouvera gravement affaiblie.

Nous avons entendu les premiers ministres provinciaux et les députés d'en face tourner notre programme en ridicule en juin et en juillet, mais voyons un peu ce qui est arrivé depuis. Depuis ce temps-là, en effet, la plupart des gouvernements provinciaux se sont dotés de leur propre programme. Dans ma province l'Ontario, par exemple, le premier ministre Davis a présenté son propre programme après avoir vu tourner le vent en faveur de la formule des 6 et 5 p. 100. Après quelques mois, il a présenté son propre programme de 9 et 5 p. 100, si ma mémoire est fidèle. La plupart des premiers ministres en ont fait autant d'une façon ou d'une autre.

J'ai parlé de la création des entreprises et dit qu'à moins de venir à bout de l'inflation, notre économie va continuer à stagner et nos travailleurs vont rester sans emploi. Je crois qu'il y a lieu d'indiquer quelques données sur les revenus de base. À l'heure actuelle, en décembre 1982, les pensionnés de la vieillesse touchent \$246.92 par mois. En décembre 1983, ils toucheront \$261.74 par mois et en 1984, \$274.83.

Chaque pensionné bénéficiera de ces augmentations, mais qu'arrive-t-il aux 53 p. 100, soit plus de la moitié, qui touchent actuellement le supplément de revenu garanti. Ils sont 1.2 million à n'avoir pas d'autre source de revenu. Ils bénéficient du supplément en tout ou en partie. Ils ne seront pas touchés par les dispositions du bill C-131. Le SRG sera pleinement indexé pour les deux prochaines années. Cette nouvelle mesure n'entrera en vigueur qu'à la fin de 1984. En outre, les bénéficiaires du supplément, soit plus de la moitié de ceux qui en ont le plus besoin, recevront des paiements pour compenser l'indexation partielle pendant deux ans de la sécurité de la vieillesse. Par conséquent, les plus nécessiteux, et je suis certain que ce sont ceux-là qui nous préoccupent le plus, ne seront en aucune façon lésés par cette mesure.

Le député de Vancouver Quadra a parlé de la somme réelle qui était en cause. À supposer que l'inflation soit ramenée à 6 p. 100 à la fin de 1984, les pensionnés de la vieillesse qui ne touchent pas le SRG, perdront environ \$29 en 1983 soit moins de \$2.50 par mois, et environ \$52 en 1984 soit un peu plus que \$4 par mois. Il est certain que pour chacun, surtout pour les vieillards, chaque dollar compte, mais \$2 ou \$4 par mois n'est pas la fin du monde, surtout si par ce moyen on parvient à convaincre chaque citoyen que le programme des 6 et 5 p. 100 n'est pas une plaisanterie, que tous et chacun devraient l'appuyer et faire sa part.

Il y a quelques minutes, j'entendais le député de Thunder Bay-Nipigon (M. Masters) affirmer que les personnes âgées ne s'inquiètent pas uniquement d'elles-mêmes, mais aussi de leur pays, de leur famille, de leurs enfants et de leurs petits-enfants. Elles-mêmes ont connu la vie dure. La prospérité relative dont nous jouissons aujourd'hui, c'est à elles que nous la devons. Elles ont traversé les guerres et la dépression. Elles ont travaillé dur pour remettre le pays sur pied après la Seconde Guerre mondiale. Nous leur devons une fière chandelle.